

Helsinki, le 3 décembre 1999

**L'UNICE ADRESSE UN MESSAGE AU SOMMET DE L'UE A HELSINKI:
"INVERSER LES TENDANCES PROFONDES DE L'EMPLOI,
DE LA CHARGE FISCALE ET DE LA REGLEMENTATION**

L'UNICE, qui représente plus de 16 millions d'entreprises de toute l'Europe, employant plus de 100 millions de personnes, tenait hier et aujourd'hui à Helsinki une réunion de son **Conseil des présidents**, auquel s'est adressé le Premier ministre finlandais, M. Lipponen. A la veille du sommet d'Helsinki des 10 et 11 décembre, ce fut l'occasion pour le président de l'UNICE, le baron Georges Jacobs, de souligner que "la création de richesses par les entreprises et la satisfaction des besoins de la société", a déclaré M. Jacobs, "n'ont rien de contradictoire – la qualité de vie dépend de ce que nous pouvons nous permettre".

Les chefs d'entreprises de l'Europe anticipent le début du vingt et unième siècle avec un sentiment croissant d'**optimisme**. Le prochain millénaire sera l'occasion de réfléchir aux besoins réels des entreprises et de la société européenne. Ainsi que l'a déclaré aujourd'hui le Conseil des présidents, "**trois tendances profondes doivent être inversées** pour développer l'économie et améliorer la prospérité des citoyens".

La première est la **diminution de la proportion d'actifs**. En 30 ans, la population active est passée de 65 à 60 % dans l'Union européenne, mais de 64 à 74 % aux Etats-Unis. "De vigoureuses réformes structurelles sur le marché du travail doivent s'attaquer à ce problème", souligne le Conseil des présidents de l'UNICE.

Deuxièmement, la **charge fiscale** totale s'alourdit. Elle n'a fait qu'augmenter dans l'UE au cours des 30 dernières années, pour atteindre aujourd'hui près de 43 % du PIB. "Le coût de l'administration publique brise le dynamisme de l'économie; il doit être réduit."

La troisième tendance profonde à inverser est celle de la **charge réglementaire pesant sur les entreprises**. La bureaucratie se fait plus tatillonne d'année en année, polluant progressivement l'espace d'action des entreprises. L'UNICE appelle donc le Conseil européen à lancer "une rationalisation en profondeur. L'Europe a besoin d'une meilleure réglementation", conclut-elle. "Simplification et meilleure mise en œuvre doivent aller de pair."